

# Quelles relations entre l'Union européenne et l'Otan?



ANDRÉ DUMOULIN

Institut royal supérieur de défense (IRSD) et ULg

**M**algré la peur des «phrases assassines» et des «grandes malades» la venue du président Trump lors de la dernière petite réunion à l'Otan ne s'est pas trop mal déroulée. Les États membres de l'Alliance ont fait le gros dos face à la répétition des reproches formulés par Washington sur la faiblesse européenne en matière de financement de la défense. Certaines promesses furent faites et l'Otan va s'engager quelque peu dans la lutte contre le terrorisme (centre d'analyse, formation des troupes irakiennes, avions ravitailleurs et avions-radar supplémentaires au profit de la coalition anti-Daech)... sans aller jusqu'à s'engager militairement dans des combats au sol. Les États sont les premiers décideurs et les premiers «verrouilleurs» en fonction de leurs intérêts.

Au-delà de l'inauguration du nouveau bâtiment de l'Otan à Bruxelles, la question du relationnel UE-Otan est à nouveau posée en termes «affectifs».

«Défense européenne et Otan: mariage de raison?». Interrogation, certes, mais elle n'est pas nouvelle. Dès le Traité de Bruxelles fondant l'Union occidentale et même avec le dessein mort-né de la Communauté européenne de défense, la CED, les projets européens de défense furent couverts par le contrôle américain et le soutien de l'Alliance atlantique.

## Des hauts et des bas

Nous devons nous rappeler que les Communautés européennes, puis l'Union européenne, purent se développer économiquement à l'ombre du parapluie défensif de l'Otan. Union obligée et d'intérêt; le divorce étant, dès le début, hautement improbable même s'il y eut, comme on dit, des «hauts et des bas».

Certes, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et la Politique européenne de sécurité et de défense de l'UE qui lui succéda, furent dans l'obligation géopolitique de définir leurs propres intérêts de sécurité et certaines divergences apparurent entre les deux entités fondant le «transatlantique» et la communauté dite occidentale.

Mais cela n'empêcha nullement le maintien des liens de solidarité – certes à géométrie variable selon les gouvernements des deux rives – et la volonté de conserver une Otan qui a pu trouver de nouvelles raisons d'exister en post-guerre froide. L'UE et l'Otan sont complémentaires à la fois par défaut et par nécessité. Les rivalités sont bien loin même si le différentiel de moyens mais aussi d'objectifs entre les deux organisations impose de tenter de clarifier les rôles, les charges et le partage des risques.

Dans l'espace intergouvernemental qui commande encore et toujours le relationnel défense entre les États alliés et les priorités capacitaires, les balises peuvent-elles s'éteindre ou changer d'orientation de façon majeure? Est-il possible d'imaginer que l'Europe ne soit plus un intérêt vital pour Washington? Si un vide américain devait survenir, l'Union européenne aurait-elle la capacité d'organiser de manière stratégique sa propre défense? Est-ce imaginable dès l'instant où la politique russe impose une politique de réassurance américano-otanienne qui n'est, en aucune manière, dénoncée? Reste que la Russie n'est pas celle de la guerre froide et si pression il y a, ce n'est pas celle d'une menace directe visant le sol des alliés. Sachons raison garder.

Au-delà, certains vont jusqu'à imaginer une européanisation de l'Otan ou l'endorisme d'une PSDC pourtant inscrite dans le Traité de Lisbonne. Scénarios extrêmes où le politique sera le premier acteur, le premier responsable. Nous ne savons pas vers où nous allons en termes sécuritaires sur le Vieux continent.

La politique de la nouvelle administration Trump et la prudence des instances de

l'Otan à ce propos n'aident en rien à éclaircir quelque peu le paysage. Sans parler des inconnues autour de l'après-Brexit et du bilan à tirer des tentatives de redéfinir de manière plus concrète, plus opérationnelle, la coopération UE-Otan.

## Retour à la raison

L'administration Trump est revenue en partie à la raison en considérant l'Otan comme utile tout en demandant aux Européens de s'occuper prioritairement de leur environnement proche, de leur voisinage.

Cette prise de responsabilité pourrait satisfaire ceux qui ont toujours souhaité l'autonomie de décision politique de l'Union à travers sa Politique européenne de sécurité et de défense commune. Position américaine qui semble en contradiction avec la politique de «sabotage» britannique au sujet de ladite politique européenne. Reste à déterminer si la Turquie, membre de

l'Otan, associée aux Britanniques bientôt hors de l'UE, ne va pas «saboter», selon les dossiers, le relationnel UE-Otan.

Seules certitudes, les intérêts stratégiques et commerciaux américains en Europe restent immenses et l'Otan est, à ce titre, une organisation-relai, un outil d'interopérabilité et de normes capacitaires.

La seconde évidence est qu'une majorité d'États de l'UE sont aussi membres de l'Otan et que les deux organisations ne possèdent pas l'ensemble des outils, elles sont complémentaires. C'est peut-être cela aussi un mariage de raison? L'opinion publique européenne soutient, aussi avec raison, l'importance d'une défense européenne commune sans en mesurer nécessairement les obligations.

Enfin, pour complexifier le tout, lorsque sur le terrain les engagements sont «hard», les capitales s'organisent entre-elles sans passer, ni par l'Otan, ni par l'UE. Ce choix repose encore et toujours sur la volonté des États à rester maître des opérations et d'y aller avec ceux dont ils sont en confiance. L'intergouvernementalisme joue ici en plein; prise de risque extrême à la clé.